

Le JDD signe une tribune sur la liberté d'expression et censure celle de 250 scientifiques sur le Covid

écrit par Mariana | 18 octobre 2020



BREVE

“Le JDD signe une tribune sur la liberté d’expression et 4 jours plus tard, il censure une tribune de 250 scientifiques pour changer de stratégie sanitaire face au #Covid_19. À la place, il publie une tribune de 7 médecins reprenant la propagande du gouvernement. #CouvreFeu

Il est urgent de changer de stratégie sanitaire face à la Covid-19, tribune censurée

ndlr : censure quand tu nous tiens. Cette tribune devait initialement paraître dans le JDD ce dimanche 27 septembre 2020. Cela ne fut pas le cas et à la place, le choix éditorial du JDD fut de publier une tribune d’un collectif de 7 médecins qui mettaient en garde contre une éventuelle seconde vague et demandait des mesures sanitaires radicales dès ce weekend pour des vacances de la Toussaint sereines. Ces médecins sont parmi

ceux que l'on retrouve sur les plateaux de télévision depuis le début de la pandémie Karine Lacombe, Gilbert Deray, Bruno Megarbane. Un choix éditorial aux connotations politiques et sanitaires, perpétuant ainsi le discours anxiogène du gouvernement qui depuis plusieurs semaines est à la recherche d'une hypothétique seconde vague. Rappelons que Laurent Toubiana (un des signataires de la tribune censurée) a déclaré que cette seconde vague était **une épidémie de tests**. En second lieu, les liens d'intérêts ne sont jamais loin et ces sept médecins ont reçu plus de 432 000 euros des laboratoires dont 222 000 pour la seule Karine Lacombe et 160 000 euros pour Gilbert Deray avec plus 25% des conventions qui ne sont pas renseignées.

Alexandra Henrion Caude, une des signataires de la tribune censurée nous dit :

c'est la seconde censure que je vis après celle de Libé et le checknews sur mes déclarations au cours de l'été. Incroyable que le JDD choisisse une tribune de sept médecins contre plus de 250 personnes. »

Le texte complet de la tribune est présenté ci-dessous.

Dans cette tribune, plus de 250 scientifiques, universitaires et professionnels de santé critiquent la dérive de la politique sanitaire du gouvernement français. Ils estiment qu'elle conduit à des interprétations erronées des données statistiques et à des mesures disproportionnées. Et demandent que l'on évalue nos connaissances réelles pour définir démocratiquement une stratégie sanitaire.

Avis au lecteur : cette tribune devait initialement paraître dans le Journal du Dimanche (JDD) ce 27 septembre 2020. Acceptée le samedi matin par le journaliste en charge de la rubrique "Tribune/Opinions", elle devait paraître intégralement sur le site Internet du journal et faire l'objet d'un article dans la version papier du lendemain. Le

journaliste nous disait s'en féliciter car cela allait permettre un débat contradictoire avec d'autres opinions très alarmistes exprimées ce jour dans ce journal. A 16h, ce journaliste nous a pourtant prévenu que sa rédaction en chef interdisait la publication. Certitude de détenir soi-même la vérité ? Couardise ? Volonté de ne pas déplaire au gouvernement ? Nous ignorons les raisons de cette censure que personne n'a jugé utile (ou tout simplement courtois) de nous expliquer.

Tandis que le gouvernement prépare une nouvelle loi (la quatrième en 6 mois !) prolongeant le « régime d'exception » qui a remplacé « l'état d'urgence » sanitaire, le ministère de la Santé a encore annoncé mercredi 23 septembre des mesures restrictives des libertés individuelles et collectives qu'il prétend fondées scientifiquement sur l'analyse de l'épidémie de coronavirus. Cette prétention est contestable. Nous pensons au contraire que la peur et l'aveuglement gouvernent la réflexion, qu'ils conduisent à des interprétations erronées des données statistiques et à des décisions administratives disproportionnées, souvent inutiles voire contre-productives.

Que savons-nous de cette épidémie et de son évolution ?

Le SARS-CoV-2 menace essentiellement les personnes dont le système immunitaire est fragilisé par le grand âge, la sédentarité, l'obésité, des comorbidités cardio-respiratoires et des maladies sous-jacentes de ces systèmes. Il en découle que la priorité sanitaire est de protéger ces personnes fragiles : le respect des gestes barrières et le lavage des mains en sont deux des clés.

Le SARS-CoV-2 circule dans le monde depuis environ un an. Il continuera à circuler, comme l'ensemble des autres virus qui vivent en nous et autour de nous, et auxquels nos organismes se sont progressivement adaptés. L'espoir de faire disparaître ce virus en réduisant à néant la vie sociale est une illusion. D'autres pays, en Asie comme en Europe, n'ont pas eu recours à

ces pratiques médiévales et ne s'en sortent pas plus mal que nous.

Quant à l'évolution, l'idée d'une « deuxième vague » reproduisant le pic de mars-avril 2020 n'est pas un constat empirique. C'est une théorie catastrophiste issue de modélisations fondées sur des hypothèses non vérifiées, annoncée dès le mois de mars et ressortie des cartons à chaque étape de l'épidémie : en avril lors du soi-disant « relâchement » des Français, en mai avant le déconfinement, en juin pour la Fête de la musique, en été pour les « clusters » de Mayenne ou les matchs de foot, et à nouveau cet automne face à une augmentation des cas certes significative, mais lente et grevée d'incertitudes diagnostiques. Au final, cette prétendue « deuxième vague » est une aberration épidémiologique et l'on ne voit rien venir qui puisse être sérieusement comparé à ce que nous avons vécu au printemps dernier.

On ne compte plus les mêmes choses

Nous voyons enfin que, pour des raisons difficiles à cerner (panique, pression politique ou médiatique... ?), les autorités sanitaires françaises ne parviennent pas à stabiliser une communication honnête sur [les chiffres de l'épidémie](#). Elles ont surtout abandonné l'indicateur fondamental, la mortalité, pour ne retenir que celui de la positivité de tests pourtant incapables de distinguer les sujets malades des personnes guéries. Cette politique du chiffre appliquée aux tests conduit à une nouvelle aberration consistant à s'étonner du fait qu'on trouve davantage aujourd'hui ce qu'on ne cherchait pas hier. Elle conduit par ailleurs à des classements des départements ou des régions en zones plus ou moins « dangereuses » à qui l'on donne de jolies couleurs qui cachent la fragilité et l'arbitraire du comptage : untel se retrouvera en « zone rouge » alors qu'il y a moins de dix patients en réanimation, un autre verra tous ses restaurants fermés sans que l'on ait la preuve que ce sont des lieux de

contamination majeurs. Tout cela n'est guère cohérent.

Les autorités sanitaires ne s'interrogent pas non plus sur la [surmortalité à venir des autres grandes causes de décès](#) (cancers, maladies cardio-vasculaires) dont la prise en charge est délaissée, ni sur le fait qu'une partie des sujets classifiés parmi les personnes « décédées de la Covid » sont en réalité [mortes en raison d'une autre pathologie](#) mais classifiées Covid parce qu'elles étaient également porteuses du virus. Or des études récentes montrent que ce groupe pourrait constituer [jusqu'à 30% des décès au Royaume Uni ces dernières semaines](#). Cette façon de compter de plus en plus comme « morts du Covid » des personnes en réalité atteintes avant tout d'autres maladies est probablement l'explication principale du fait que, comme cela est écrit en toutes lettres [sur le site de l'INSEE](#) : « depuis le 1^{er} mai, on ne constate plus en France d'excédent de mortalité par rapport à 2019 ».

Il découle de tout ceci qu'il n'y a pas de sens à paralyser tout ou partie de la vie de la société en suivant des raisonnements qui sont parfois erronés dans leurs prémisses mêmes. Il est urgent d'arrêter l'escalade, d'accepter de remettre à plat nos connaissances scientifiques et médicales, pour redéfinir démocratiquement une stratégie sanitaire actuellement en pleine dérive autoritariste.

Voir la liste des 250 signataires ici :

<http://www.francesoir.fr/opinions-tribunes/il-est-urgent-de-changer-de-strategie-sanitaire-face-la-covid-19-tribune-censure>

Le JDD signe une tribune sur la liberté d'expression et 4 jours plus tard, il censure une tribune de 250 scientifiques pour changer de stratégie sanitaire face au [#Covid_19](#). À la place, il publie une tribune de 7 médecins reprenant la

propagande du gouvernement. [#CouvreFeu](#)
pic.twitter.com/0v9zWTdcoj

– Fabienne Vulot (@FabienneVulot) [October 15, 2020](#)